N°839

du 25 AOÛT 2015

Pour la Patrie

L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

P.4 En succédant à Hervé Assah

Mme Joëlle Businger a pris fonction au Togo, avec l'option de renforcer le partenariat entre la Banque Mondiale et le TOGO

P.3 **Finances publiques pour le compte du premier semestre 2015**

L'état des lieux des réformes

ce mardi 25 août 2015 à Lomé

Adji Otèth Ayassor, Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances

P.5 BOXE/ CHAMPIONNATS D'AFRIQUE

Koudeha John offre une médaille de bronze au Togo

P.4 Pour le compte de la campagne 2015-2016

La société cotonnière s'active autour de ses usines d'égrenage

P.3 Avec l'activation du programme DiaspoCare entre Solidar'Santé et l'INAM

La diaspora togolaise va assurer la couverture maladie aux parents restés au pays

P.7 Avec la stratégie de responsabilisation des collectivités locales de PLAN

Deux cantons du Moyen-Mono reconnus les plus performants

PA-LUNION.COM

www.pa-lunion.com

- Actualités Nationales
  * Politique
  * Economie
  * Société
  * Sport
  *Culture...
- Informations Internationales
- Réflexions...

Prix: Togo, Bénin, Burkina: **250CFA** Zone CFA: **300 F** Europe et autres pays: **1 euro --- Abonnement:** Contacter **22 61 35 29** / **90 05 94 28**

AZIMUTS INFOS

Impossible ? Un alliage pourrait supporter plus de 4.000 °C !

Les alliages à base d'hafnium ou de tantale ont des points de fusion élevés. Mais des physiciens pensent avoir trouvé beaucoup plus fort à l'aide de simulations. Selon eux, un nouvel alliage à base d'hafnium, de carbone et d'azote battrait tous les records. En fondant à plus de 4.000 °C, il mériterait d'être appelé unobtainium, genre de matériau aux propriétés impossibles pour les ingénieurs de l'aérospatiale et les amateurs de science-fiction.

Pour ceux qui ne sont pas familiers avec les performances de certains alliages découverts par les métallurgistes depuis des décennies, la publication par des chercheurs de la Brown University d'un article dans Physical Review B ressemble à de la science-fiction devenue réalité. Dans le film Fusion, les protagonistes s'enfonçaient au cœur du manteau de la Terre avec pour mission de redémarrer sa géodynamo grâce à une machine faite d'un alliage résistant à au moins 4.000 kelvins (rappelons que la température régnant au centre du noyau de la Terre est évaluée à 6.000 K, soit la température de surface du Soleil).

Cet alliage était appelé "*impossiblium*" dans le film. Ce néologisme est la traduction de l'anglais unobtainium utilisé en science-fiction pour désigner un métal ou un alliage dont les propriétés sont si exceptionnelles qu'il semble ne pas pouvoir exister (unobtainable signifie impossible à obtenir). Dans le film Avatar, c'est le nom d'un minéral supraconducteur à température ambiante. La légende veut que ce terme soit né dans les années 1950 chez les ingénieurs de l'aérospatiale pour désigner un matériau idéal pour de futures machines mais hélas inexistant. Plus tard, semble-t-il, les ingénieurs de Lockheed l'ont repris à leur compte quand ils travaillaient sur le tout nouvel alliage à base de titane destiné à l'avion supersonique SR-71 Blackbird. Capable d'atteindre Mach 3, l'appareil devait supporter des températures très élevées (jusqu'à 500 °C), ainsi que des contraintes mécaniques fortes.

Un alliage prédit par la méthode de dynamique moléculaire quantique

Mais revenons à la découverte des chercheurs de la Brown University. Ils affirment qu'un alliage à base d'hafnium, d'azote et de carbone de formule HfN0,38C0,51 doit rester solide jusqu'à 4.400 kelvins (4.127 °C). Il ne s'agit toutefois pour le moment que d'une prévision basée sur des simulations informatiques. Le résultat n'est cependant pas si surprenant car l'hafnium a des propriétés voisines du tantale. Le carbure de tantale et le carbure d'hafnium ont des températures de fusion parmi les plus élevées, respectivement 3.983 °C et 3.928 °C. Bien que l'augmentation de la température du point de fusion soit donc d'environ 200 ° C, l'annonce semble donc crédible.

Pour obtenir leur prédiction, les chercheurs ont utilisé la dynamique moléculaire ab initio. Elle consiste à utiliser les équations de la mécanique classique ou quantique pour simuler les forces et les mouvements d'une population d'atomes ou de molécules afin de déterminer par le calcul les propriétés de matériaux difficiles à fabriquer ou dans des conditions de températures et de pressions extrêmes (comme celles régnant dans le noyau de la Terre). Elle permet aussi, plus simplement, d'étudier sans avoir besoin de réaliser des expériences et à peu de frais ce qu'il advient des propriétés de certains matériaux après modification de leur composition chimique ou de leur organisation. Dans le cas présent, ce sont des blocs d'une centaine d'atomes décrits par les lois de la physique quantique qui ont été simulés. Il a tout de même fallu utiliser une ferme de calcul avec des ordinateurs en réseau pour déterminer la composition optimale du nouvel alliage. Au départ, ce sont des variantes du carbure de tantale-hafnium qui ont été explorées numériquement.

Il reste d'une part à synthétiser le nouveau matériau et à vérifier les prédictions obtenues sur ordinateur. Il ne faut pas perdre de vue non plus qu'un point de fusion élevé est une bonne chose mais il faut aussi que l'alliage résiste à l'oxydation et à des contraintes mécaniques fortes pour en permettre l'exploitation industrielle, par exemple dans des boucliers thermiques ou des turbines. .

Théâtre/Formation

Kangni Alem va former des acteurs au Studio Théâtre d'Art de Lomé II

L'écrivain togolais Kangni Alem anime du 31 août au 4 septembre 2015 à l'Espace culturel Filbleu Aréma, une formation d'acteurs de théâtre, selon un communiqué du Studio Théâtre d'Art de Lomé (STAL). Il s'agit du deuxième stage de formation de l'année 2015 organisé par le STAL.

Intitulé Esthétique théâtrale de Brecht et Techniques du Concert party, ce stage s'adressera prioritairement aux comédiens et metteurs en scène ayant au moins le niveau Baccalauréat et pouvant justifier d'une expérience professionnelle de 3 ans.

La participation au stage est subordonnée à l'envoi préalable d'un dossier comprenant une lettre de motivation et un CV artistique au plus tard le 23 août 2015 à l'adresse suivante : mda.baguida@gmail.com. (Les anciens stagiaires sont dispensés de cette formalité).

Pour rappel, le Studio Théâtre d'Art de Lomé organise annuellement entre 2 et 5 formations de haut niveau dans le domaine des arts de la scène.

Prochaines formations prévues : Du 5 au 13 novembre 2015 : stage de jeu d'acteur avec Daawa Litaaba (Togo/France), Pierre Vincent (France) ; Du 30 novembre au 12 décembre : Stage d'écriture dramatique avec Gustave Akakpo (Togo/ France), Marc-Antoine Cyr (Québec/Canada).

Nécrologie

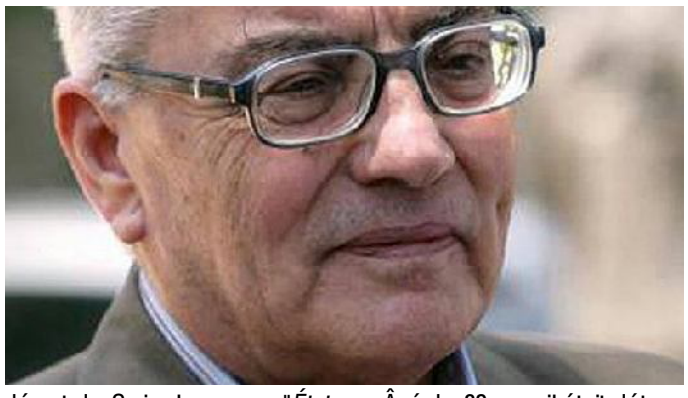
Daech décapite un directeur d'un site archéologique

Khaled Assaad, l'ancien directeur du site archéologique gréco-romain de Palmyre, dans le désert syrien, a été décapité par des membres du groupe "*État islamique*". Le groupe djihadiste s'était emparé de la cité antique en mai 2015.

Après s'être attaqué au site archéologique de Palmyre, oasis du désert de Syrie, le groupe "*État islamique*" s'en est pris à son ancien directeur. Khaled Assaad, qui a dirigé le site pendant une cinquantaine d'années, a été décapité puis son corps suspendu et exposé, selon le directeur des Antiquités syriennes, Maamoun Abdoulkarim. L'information a ensuite été confirmée par l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), indiquant qu'il avait été exécuté sur " *une place de Palmyre devant des dizaines de personnes*". Des images ont été publiées et diffusées sur des sites djihadistes.

Au cours de sa carrière, cet universitaire avait notamment collaboré avec des archéologues français, américains, allemands et suisses.

Il travaillait un petit peu partout, sur tous les fronts. C'était le " monsieur-clé " de Palmyre.



Âgé de 82 ans, il était détenu depuis un mois par le groupe djihadiste. Ce dernier a pris en mai la ville de Palmyre et sa cité antique, classée par l'Unesco au patrimoine mondial de l'humanité. Depuis, il s'est attelé à certaines destructions. Il s'est ainsi attaqué à deux mausolées islamiques et à la statue du lion d'Athéna, datant du Ier siècle av. J-C. Cette destruction avait alors été qualifiée de "*plus grave crime commis par les djihadistes contre le patrimoine de Palmyre*" par Maamoun Abdoulkarim.

Arts plastiques

Une œuvre de Banksy vendue pour moins de 160 euros saisie à Gaza

La porte de fer sur laquelle Banksy avait dessiné la déesse de Niobé a été vendue.

La police de Gaza a saisi, jeudi 9 avril, un graffiti de l'artiste Banksy acheté par un Palestinien pour moins de 160 euros (700 shekels israéliens) à une famille gazaouie, qui s'estime aujourd'hui dupée.

Au début d'avril, Bilal Khaled, avait acheté à Rabie Dardouna l'œuvre de Banksy peinte sur la porte en fer de sa maison, une représentation de Niobé, personnage de la mythologie grecque, dévastée par le chagrin. Soupçonné d'avoir dissimulé la vraie valeur de l'œuvre, l'acquéreur avait expliqué, selon le vendeur, qu'il souhaitait " *l'exposer dans un musée*". Rabie Dardouna, découvrant quelque temps plus tard que certains collectionneurs avaient parfois payé jusqu'à un million de dollars aux enchères pour des graffiti de Banksy, avait jugé avoir été " *dupé*".

"*La police a saisi jeudi l'œuvre sur ordre de la justice*", a expliqué Bilal Khaled. Elle " sera gardée à la bibliothèque municipale de Khan Younès jusqu'à que ce que cette affaire soit réglée", a-t-il ajouté. Rabie Dardouna a "*déposé plainte contre Bilal Khaled pour fraude et pour réclamer à la justice de récupérer le graffiti*".

La porte de fer sur la quelle Banksy avait dessiné la déesse de Niobé avait été vendue pour 160 euros, début avril. En février, sept mois après le conflit israélo-palestinien qui avait fait plus de deux mille morts, l'artiste britannique Banksy s'était rendu dans l'enclave palestinienne, muni de ses bombes de peinture pour dessiner trois œuvres sur des bâtiments ravagés.

Des graffitis représentant un chaton blanc au nœud rose, Niobé éplorée et un manège à balançoires avaient alors égayé le paysage désolé. Les œuvres de Banksy étaient théoriquement destinées à mettre en lumière la destruction de la ville et n'avaient nullement un but lucratif.

Prix littéraire (France)

Les cinq finalistes du prix du roman Fnac

La rentrée littéraire commence avec son premier prix. Les cinq finalistes du prix du roman Fnac sont enfin connus. Le lauréat du 14e prix du roman Fnac sera annoncé le 1er septembre.

Les 400 libraires et les 400 adhérents, qui composent le jury du prix du roman Fnac, ont donné la liste des cinq romans finalistes. Le lauréat sera annoncé au cours d'une cérémonie qui se tiendra mardi 1er septembre, au théâtre du Châtelet à Paris.

Le jury a sélectionné les romans de quatre hommes et une femme, Delphine de Vigan qui a déjà obtenu le prix en 2011 pour Rien ne s'oppose à la nuit. La Maladroite d'Alexandre Seurat (Rouergue) est le seul premier roman de la sélection.

Les cinq romans sélectionnés pour le prix du roman Fnac: -La Septième Fonction du langage de Laurent Binet (Grasset) ; Profession du père de Sorj Chalandon (Grasset) ; Il était une ville de Thomas B. Reverdy (Flammarion) ; La maladroite de Alexandre Seurat (La Brune au Rouergue) ; D'après une histoire vraie de Delphine de Vigan (JC Lattès).

Le 13e Prix du Roman Fnac avait été attribué au roman Le Complexe d'Eden Bellwether (Zulma), du britannique Benjamin Wood.

L'UNION Pour la Patrie

Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

RécépisséN°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression: Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction
Sylvestre D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO
Tony FEDA

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté

Graphisme
BOGLA G.

Avec l'activation du programme DiaspoCare entre Solidar'Santé et l'INAM

La diaspora togolaise va assurer la couverture maladie aux parents restés au pays

Late Pater

Aujourd'hui ouvert aux seuls agents publics, le Gouvernement togolais a l'ambition de mettre en place progressivement un système de couverture maladie pour tous. En clair, en la matière, le secteur privé se tourne vers les structures d'assurance privées. Les Togolais du secteur informel et ceux qui ne travaillent pas supportent, à leur manière, la totalité de la prise en charge sanitaire. Aussi plusieurs organisations professionnelles des secteurs privé, formel, informel et agricoles manifestent-elles actuellement le besoin de bénéficier de la couverture maladie. Dans cette dynamique d'extension, à en croire le Directeur général de l'INAM, Mme Myriam Dossou, l'Institut national d'assurance maladie (INAM) a notamment tenu des rencontres avec les associations et groupements socioprofessionnels des secteurs formels privés, informels et agricoles pour accueillir leurs attentes par rapport à la couverture maladie ; élaboré une architecture du système d'assurance maladie universelle qui a été validée par le Comité national pour la promotion de la protection sociale ; et initié un cadrage actuariel afin de déterminer les paramètres techniques et financiers de l'extension de l'assurance maladie à certaines catégories de la population togolaise.

L'organisation belge à but non lucratif Solidar'Santé vient se mêler à la danse, en signant avec l'INAM, le 21 août 2015 à Lomé, une convention-cadre qui définit les modalités d'exécution du programme DiaspoCare. Lequel programme vise à permettre à la diaspora togolaise d'assurer aux parents restés au pays un accès sécurisé à l'assurance santé dont la gestion incombera à l'INAM. Il répond parfaitement au mécanisme de financement innovant pour une couverture maladie pour tous. Concrètement, par ce partenariat public-privé, Solidar'Santé devra canaliser et organiser la sensibilisation et l'enrôlement des membres de la diaspora désireux de concrétiser, au bénéfice des parents restés au Togo, le droit fondamental à la santé. Et c'est le président de Solidar'Santé, Latévi Lawson, qui développe le bien-fondé du programme : *«nous les Togolais résidant à l'extérieur de nos frontières nationales sommes confrontés souvent à des sollicitations récurrentes de la part de nos parents restés au pays. Qui pour demander de l'argent pour payer une ordonnance, qui pour payer les frais d'hôpitaux. En somme, nous sommes sollicités toute l'année durant, pour payer les soins de nos proches. Et ce sont des sommes d'argent conséquentes. Malheureusement, dans bien des cas, cet argent vient trop tard…»*. Et d'ajouter que l'Etat a certes le devoir de donner sens au droit à la santé, mais chaque Togo doit œuvrer pour apporter un mieux-être à ses proches.

signature du document de partenariat par M. Latévi Lawson et Mme Myriam Dossou

Déjà, il est projeté que chaque membre de la diaspora cotise pour prendre en charge cinq parents restés au pays. Selon Solidar'Santé, les prestations couvertes sont la consultation générale, consultation de spécialité, examens de laboratoire, petite chirurgie, accouchement simple (acte), césarienne (acte), soins dentaires, échographie, médicaments, hospitalisation (frais de séjour), intervention chirurgicale, soins infirmiers, accouchement compliqué (acte), soins ophtalmologie, poche de sang, radiologie, consultation prénatale, etc. Encore que tout ceci cadre avec les règles de délivrance des soins actualisées de l'INAM, pour ne pas consacrer un Institut à double allure dans les prestations à l'endroit de ses bénéficiaires.

Pour rappel, l'Institut national d'assurance maladie – dont les prestations ont démarré le 1er mars 2012 – est un établissement public jouissant de la personnalité juridique et de l'autonomie de gestion administrative et financière. Elle a pour mission d'assurer la couverture des risques liés à la maladie, aux accidents et maladies non professionnels et à la maternité des agents publics et de leurs ayants droit. Depuis le 1er juin 2015, une nouvelle liste des actes et produits de santé actualisée ainsi que les règles de délivrance des soins est entrée en vigueur, après les révisions respectives du 1er septembre 2012 et du 1er août 2013.

Réformes des finances publiques pour le compte du premier semestre 2015

L'état des lieux ce mardi 25 août 2015 à Lomé

Une nouvelle revue se tient ce 25 août 2015 à Lomé pour parcourir les réformes mises en œuvre en matière de finances publiques. Et ce, pour le compte de la période allant de janvier à juin 2015. De quoi permettre aux acteurs de faire l'état des lieux de la mise en œuvre des réformes au cours de cette période et de prendre les dispositions utiles à l'avancement desdites réformes au second semestre 2015. Depuis 2012, la mise en œuvre des réformes de la gestion des finances publiques se poursuit, avec l'appui du projet conjoint UE-FMI de renforcement de la gestion des finances publiques. Le dispositif institutionnel de suivi de la réforme a été enrichi par la désignation des correspondants thématiques au sein des directions métiers du ministère de l'Economie et des finances et une revue technique des réformes des finances publiques a été instaurée en amont de la revue globale des réformes dans les départements ministériels. La revue à fin décembre 2014, organisée les 23 et 24 mars 2015, a constitué la troisième revue annuelle, intercalée par des revues semestrielles dont la plus récente remonte à août 2014 et qui a couvert le premier semestre 2014.

Selon le rapport de 2014, le solde global hors dons qui a connu une dégradation en 2013 par rapport à 2012, en passant de -163,4 à -171,1 milliards de francs Cfa, s'est amélioré en 2014 en se situant à -120,5 milliards de francs Cfa. La loi de finances initiale de 2015 a prévu une dégradation de ce solde à -199,7 milliards. Le solde budgétaire dons compris rapporté au PIB s'est établi à -3,3% en 2014 contre -4,5% en 2013. Cette amélioration du solde budgétaire résulte de l'effet combiné de la hausse des recettes totales (dons et emprunts compris) dont le ratio par rapport au PIB est passé de 21,8% en 2013 à 22,3% en 2014 et de la baisse des dépenses courantes rapportées au PIB. Ces dernières s'établissent à 18,5% contre 21,1% en 2013. Sur la période 2012-2014, l'analyse des déterminants de la politique budgétaire révèle que les recettes publiques (dons et emprunts compris) ont connu une constante augmentation, en passant de 527,62 à 626,60 milliards de francs Cfa, influencée essentiellement par le bon comportement des recettes fiscales qui ont atteint 458,22 milliards de francs Cfa en 2014 contre 327,7 en 2012 et 403,57 en 2013. Comparées aux prévisions budgétaires de 458,2 milliards de francs Cfa contenues dans la loi de finances rectificative 2014, les recettes totales ont enregistré un taux de réalisation de 110%. Les dépenses publiques ont atteint 734,1 milliards de francs Cfa en 2014, avec un niveau de dépenses courantes et prêts nets représentant 57% du total. Les dépenses d'investissements se sont situées à 207,3 milliards de francs Cfa, soit 28% du total des dépenses.

Le cadre macroéconomique est demeuré stable avec un taux de croissance du PIB réel estimé à 5,9% en 2014 contre 5,1% en 2013 et 5,8% en 2012. Il est projeté un taux de croissance de 5,8% pour l'année 2015. Le niveau d'inflation s'est situé à 0,2% contre 1,8% en 2013, ce qui représente un niveau inférieur à 3% en conformité avec les objectifs de la politique monétaire conduite par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest et le critère de convergence de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine relatif au taux d'inflation. L'indice des prix à la consommation s'est établi à 114,0 en 2014 contre 113,8 en décembre 2013 et 111,8 en 2012. Le taux d'endettement est de 45,9% en 2014 contre 44,3% en 2013. Cet accroissement s'explique aussi bien par la hausse de la dette extérieure que par celle de la dette intérieure. L'encours de la dette extérieure totale représente 45,3% du portefeuille de la dette totale. Sa part dans le PIB est de 20,8% en 2014 contre 17,3% en 2013. Le ratio de la dette intérieure rapporté au PIB nominal est passé de 27,1% en 2013 à 25,1% en 2014.

Adji Otèth Ayassor, Ministre d'Etat, ministre de l'Economie et des Finances

Parmi les principales mesures engagées au cours de l'année 2014, il était relevé l'évaluation de la première année de mise en œuvre de la SCAPE ; la signature du décret portant rénovation du calendrier budgétaire et de l'arrêté formalisant le comité du cadre budgétaire à moyen terme ; l'opérationnalisation de l'OTR par la nomination du Commissaire général et des trois commissaires, le recrutement des directeurs et chefs de division et le déploiement des agents ; le lancement du chantier de réorganisation du ministère de l'Economie et des finances par la réalisation de sa revue fonctionnelle et de l'analyse des emplois, des effectifs et des compétences (organigramme cible, fiches d'emplois, besoins de formation pour une direction-cible, stratégie de conduite de changement, etc.) ; le vote par l'Assemblée nationale de la loi n°2014-009 du 11 juin 2014 portant code de transparence dans la gestion des finances publiques et de la loi organique n°2014-013 du 27 juin 2014 relative aux lois de finances ; la finalisation des projets décrets portant règlement général de la comptabilité publique, nomenclature budgétaire de l'Etat, plan comptable de l'Etat et tableau des opérations financières de l'Etat (adoptés en février 2015) ; l'actualisation du plan prioritaire de formation du ministère de l'Economie et des finances pour la période 2014-2015, le renforcement des capacités des membres du comité technique de formation en ingénierie de la formation et au travail en équipe (team building) ; la formation des cadres de direction du ministère de l'Economie et des finances en conduite du changement, au travail en équipe et aux fondamentaux en gestion axée sur les résultats ; le renforcement du cadre institutionnel de gestion de la trésorerie : suppression du comité de trésorerie, renforcement du comité technique de trésorerie, désignation des points focaux dans la chaîne d'exécution budgétaire et constitution d'une équipe de prévisionnistes de la trésorerie.

En 2014, le nombre de mesures du Plan d'actions de la réforme de la gestion des finances publiques est passé à 441 contre 378 en 2012 et 2013, suite à la prise en compte des nouvelles mesures issues des recommandations des missions d'assistance technique qui se sont déroulées au cours de l'année 2013. Afin décembre 2014, sur 441 mesures programmées, le nombre de mesures réalisées s'est établi à 172, soit 39%. En 2012, les mesures réalisées se sont chiffrées à 56 sur 378, soit 15% contre 105 en 2013, soit 28%. Le nombre de mesures non réalisées s'est situé à 89 en 2014 contre 199 en 2012 et 111 en 2013. Les mesures partiellement réalisées s'élèvent à 180 en 2014 contre 123 en 2012 et 162 en 2013.

Pour le compte de la campagne 2015-2016

La société cotonnière s'active autour de ses usines d'égrenage

Late Pater

A petits pas, la Nouvelle société cotonnière du Togo (Nsct, mixte) s'achemine vers la campagne d'égrenage-coton 2015-2016. Un avis d'appel d'offres international lancé à cet effet fin juillet sollicite des offres sous plis fermés de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour la livraison de fournitures de pièces détachées pour le compte de ses quatre usines situées à Dapaong, Kara, Atakpamé et Notsé.

Ainsi, la société cotonnière recherche des pièces détachées pour usine d'égrenage de marque CONTINENTAL EAGLE 141 SCIES ; des pièces pour usine de marque LUMMUS 158 SCIES ; des pièces pour usine de marque CONTINENTAL EAGLE 161 SCIES ; des pièces électriques spécifiques origine Europe pour usines d'égrenage de coton ; des pièces détachées pour tapis module de marque LEGRAS ; des pièces électriques spécifiques origine US pour usine d'égrenage de coton ; et des pièces détachées pour groupe électrogène de marque CUMMINS.

Une machine d'égrenage de marque LUMMUS

Les offres sont attendues pour le 11 septembre 2015, date à laquelle s'ajoute une période d'engagement du candidat de 90 jours. Les fournitures sont à livrer au magasin général de l'usine de Talo, à Atakpamé, dans un délai maximum de 90 jours à compter de la date de notification du marché.

Par ailleurs, la société cotonnière lance l'appel d'offres de plus d'un millions de sacs en polypropylène tissé pour le conditionnement des graines de coton, 100 balances suspendues pour le pesage des ballots de coton graine, et 25 000 bâchettes en polypropylène pour la protection des produits cotonniers.

Pour se qualifier, le candidat doit donner la preuve écrite de facilité de crédit auprès d'une institution bancaire ou le cas échéant la preuve d'une assurance des risques professionnels pour au moins 50% du montant de son offre. Il doit avoir exécuté en tant que fournisseur principal ou sous-traitant au moins un marché similaire au cours des cinq dernières années. Et disposer d'un chiffre d'affaires moyen annuel des trois dernières années au moins égal à la moitié du montant de son offre financière.

Habituellement, la campagne d'égrenage démarre dans le dernier trimestre de l'année avec les productions de la région cotonnière Nord, la zone des gros cotonculteurs togolais.

Après avoir franchi le cap des 100 000 tonnes, plus précisément 113 507 tonnes, la campagne précédente, la société cotonnière remet les prévisions à 130 000 tonnes cette campagne, à raison de 1 000 kilogrammes à l'hectare. La superficie emblavée était de 130 586 hectares la campagne précédente. Pris sur le plan régional, les Savanes projettent de produire 42 000 tonnes, Kara veut faire 24 000 et la Centrale veut sortir 10 000 tonnes. Les Plateaux et la Maritime veulent produire respectivement 43 000 tonnes et 11 000 tonnes. "Le réseau des producteurs ambitionne emblaver 130 000 hectares et produire 130 000 tonnes de coton-graine en 2015-2016 à raison de 1 000 kg/ha. C'est un engagement que nous devons tout faire de respecter. Ce résultat doit être atteint au moins à 90% parce que notre convention avec les producteurs l'exige", avait déclaré au lancement de la campagne début juin à Kara Koffi Etoh, chef service exploitation à la Fédération nationale des groupements de producteurs de coton (Fngpc). Un vrai défi que se lancent les cotonculteurs et qu'on a du mal à croire. De toutes les manières, estime Kokou Djagni, le directeur général de la société cotonnière, "La filière cotonnière du Togo a atteint un cap décisif. Le retour en arrière n'est plus permis". La production cotonnière togolaise semble remonter la pente après le trou. De 28 000 tonnes en 2009-2010, elle est passée à 79 000 tonnes deux campagnes plus tard, et à 80 600 tonnes en 2012-2013.

Quant au prix d'achat, il a été maintenu à 230 francs le kilogramme pour le 1er choix, et à 210 francs le second. Un choix que le comité de prix estime au-delà de la vérité des prix. Reste à surveiller la volatilité du marché, affirme M. Djagni. Par ailleurs, depuis 2009, le kilogramme d'intrants est toujours cédé aux producteurs à 250 francs. Ce prix a été reconduit pour la campagne prochaine. En fait, d'après la société cotonnière, l'engrais est acheté entre 300 et 310 francs le kilogramme, pour être cédé à 250 francs aux producteurs.

En succédant à Hervé Assah

Mme Joëlle Businger a pris fonction au Togo, avec l'option de renforcer le partenariat entre la Banque Mondiale et le Togo

La nouvelle Représentante résidente de la Banque mondiale au Togo, Madame Joëlle Businger, a pris fonction officiellement le 3 août 2015. Mme Businger remplace Hervé Assah, dont le mandat a pris fin le 31 juillet dernier, indique un communiqué de la Banque. «*C'est avec beaucoup d'enthousiasme que je prends fonction au Togo, pour poursuivre la dynamique déjà impulsée et soutenue par nos équipes conjointes—celles du Togo et de la Banque— en vue d'une mise en œuvre réussie des opérations que nous finançons dans le pays*», a déclaré **Mme Businger** lors de sa prise de fonction.

Joëlle Businger

Dans sa nouvelle mission au Togo, les priorités de Mme Businger seront : d'assurer le dialogue permanent entre la Banque mondiale et le Gouvernement togolais sur les politiques de développement du pays, ainsi que la coordination des projets et programmes que l'institution finance pour le Togo ; de jouer un rôle stratégique dans la formulation et la mise en œuvre du nouveau Cadre stratégique de Partenariat avec le Togo qui permettra l'identification et la formulation de nouveaux projets et programmes que la Banque financera pour le pays ; et d'assurer la gestion quotidienne du Bureau de la Banque à Lomé. Le portefeuille actuel de la Banque mondiale au Togo comporte une quinzaine de projets et programmes couvrant plusieurs domaines de développement prioritaires pour le Togo, notamment : agriculture ; environnement ; enseignements primaire et secondaire ; enseignement supérieur ; santé ; développement communautaire et protection sociale ; développement du secteur privé, infrastructures et assainissement ; et télécommunications.

«*Nous avons actuellement un portefeuille dont la mise en œuvre se passe bien et dont les réalisations sont très encourageantes. Mais nous allons aller de l'avant pour faire plus. Ma toute première priorité sera d'évoluer très rapidement sur la préparation de notre nouvelle stratégie pour le Togo, qui sera la toute première stratégie du Groupe de la Banque mondiale sur le moyen terme au Togo depuis notre réengagement avec le pays en 2008. A cet effet, j'accorderai une attention particulière pour renforcer notre partenariat, non seulement avec le gouvernement, mais aussi avec l'ensemble des parties prenantes au développement du pays pour que nos actions – actuelles et futures— puissent davantage apporter des solutions concrètes et durables aux besoins des populations et communautés que nous sommes appelés à servir*», a-t-elle ajouté.

Joëlle Businger est de double nationalité : américaine et belge. Elle a débuté sa carrière à la Banque mondiale en 1995 à la Division Agriculture et Environnement de l'Institut de Développement Économique. Elle a depuis occupé plusieurs fonctions dont, entre autres, celles de Chargée d'Opérations Principale pour le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire (de 2006 à 2011), et Coordinatrice des Programmes de la Banque mondiale pour les pays du Maghreb (de 2011 à 2015).

Mme Businger est la dixième Représentante résidente, depuis l'ouverture du Bureau de la Banque mondiale au Togo en 1982.

Sur le marché interbancaire de l'UMOA

Des prêts en hausse au Togo par rapport à la semaine précédente

Les établissements de crédit du Togo ont enregistré, au cours de la période du 11 au 17 août 2015, des prêts à hauteur de 21,500 milliards, en hausse par rapport à la semaine précédente, et des emprunts à 12,000 milliards, également en hausse par rapport à la dernière semaine. Ceci participe aux activités interbancaires de l'Union monétaire ouest africaine (Umoa) qui enregistrent, au cours de la même période, 115,000 milliards pour les prêts et autant pour les emprunts, largement en hausse par rapport à la deuxième semaine d'août.

Les prêts au Togo sont à un jour pour 7,500 milliards et à une semaine pour 11,000 milliards. A l'échéance d'un jour, le taux moyen pondéré s'est situé à 3,71% . Les taux minimum et maximum ont été fixés respectivement à 2,60% et à 4,50% . A une semaine, les trois taux ont été fixés respectivement à 3,78% , 2,50% et 5,75% .

En termes de prêts, les établissements de crédit de la Côte d'Ivoire ont plus enregistré que ceux du Togo, à 42,500 milliards dont 9,000 milliards à deux semaines. Aux taux respectifs de 5,02% , 4,25% et 5,75% . Ceux du Sénégal ont enregistré 18,300 milliards, ceux du Mali, 16,700 milliards et ceux du Bénin, 7,000 milliards. La Guinée-Bissau n'a enregistré que des prêts, à 4,500 milliards. Le Burkina Faso et le Niger ont enregistré respectivement 2,500 milliards et 2,000 milliard.

En termes d'emprunts, le Sénégal a enregistré 63,300 milliards, dont 3,000 milliards à l'échéance de trois mois. Aux taux respectifs et identiques de 4,50% . Les établissements du Burkina Faso enregistrent 12,200 milliards, et ceux du Bénin 10,000 milliards. La Côte d'Ivoire fait 7,000 milliards et le Mali 5,500 milliards, dont 4,000 milliards à un mois. Aux taux respectifs de 4,94% , 3,50% et 6,00% . Le Niger enregistre 5,000 milliards.

D'après la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Bceao), l'évolution du marché interbancaire de l'UEMOA a été marquée, en juin 2015, par une baisse du volume des transactions et des taux d'intérêt. En effet, le volume moyen hebdomadaire des opérations interbancaires, toutes maturités confondues, s'est établi à 76,0 milliards en juin 2015 contre 99,5 milliards en mai 2015. Le taux moyen pondéré des opérations est ressorti à 4,61% en juin 2015 contre 4,63% en mai 2015. Sur le marché à une semaine, le volume moyen des opérations a diminué de 1,5 milliard pour s'établir à 23,4 milliards. Le taux d'intérêt moyen à une semaine est ressorti à 3,87% , en repli de 34 points de base par rapport au mois précédent.

Au Bénin

Le gouvernement octroie un crédit de 2,2 milliards aux cotonculteurs pour assurer la soudure

Le gouvernement béninois a octroyé un crédit de 2,2 milliards de francs Cfa aux producteurs de coton, en vue d'accroître la production cotonnière pour la campagne 2015-2016. «*Ce crédit permettra, non seulement aux cotonculteurs d'avoir l'appui nécessaire pour accroître leurs productions sans contracter d'éventuelles dettes, mais aussi à prévenir les pratiques de bradage des intrants qui compromettent les rendements*», a confié à Chine nouvelle le ministre béninois des Micro-finances, Naomi Azaria. Elle a affirmé que ce crédit répond à un souci constant de l'exécutif béninois de donner les moyens financiers nécessaires aux producteurs de coton afin qu'ils puissent réussir leur mission de participation à la création de la richesse nationale.

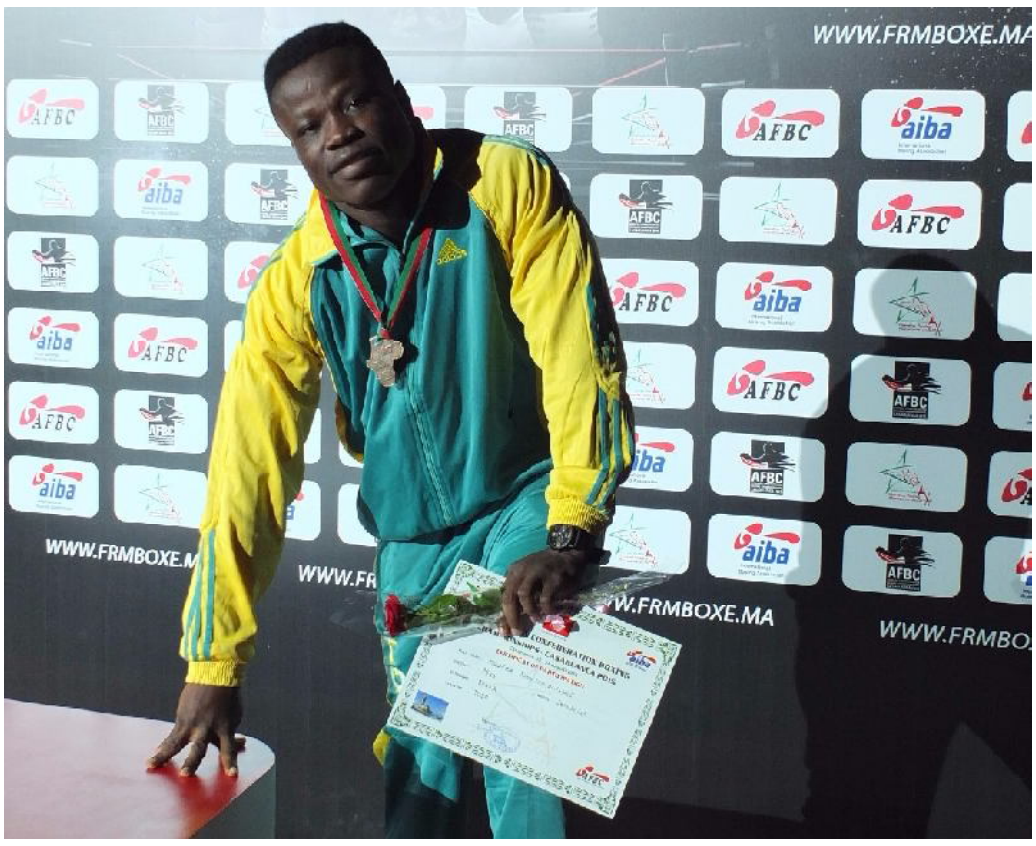
«L'objectif visé par l'exécutif béninois à travers ce programme du crédit d'appui aux cotonculteurs est d'accroître la production cotonnière à plus de 500.000 tonnes pour la prochaine campagne cotonnière 2015-2016, contre une production 400.000 tonnes pour la campagne précédente, afin qu'elle puisse effectivement induire l'augmentation des revenus et la création d'emplois pour contribuer à la réduction de la pauvreté et soutenir une croissance économique forte», a-t-elle précisé.

Au Bénin, le coton représente 40% des entrées de devises, 12 à 13% du PIB, environ 60% du tissu industriel national et assure un revenu à plus d'un tiers de la population.

BOXE/ CHAMPIONNATS D'AFRIQUE

Koudeha John offre une médaille de bronze au Togo

Présents avec deux boxeurs aux 17emes Championnats d'Afrique seniors qualificatifs aux Mondiaux 2015 aux championnats de Boxe qui se sont tenus à Casablanca au Maroc du 16 au 23 août dernier, les pugilistes togolais rentrent avec une médaille de bronze décrochée par Koudeha John. Alors que le Maroc, le pays organisateur dominait le classement général avec 5 médailles d'or, 2 d'argent et 1 de bronze.



Des deux représentants togolais, seul John Koudeha a pu s'adjuger une médaille de bronze dans la catégorie des 75kg. Sarouna Fatiou, lui, après des débuts prometteurs, n'a pas réussi à prendre le meilleur sur son adversaire après le premier tour.

Cette compétition a été dominée par les pugilistes marocains qui récupèrent, ainsi, le titre continental décroché en 2009 à l'Ile Maurice, en dominant le classement par nations avec un total de huit médailles (5 d'or, 2 d'argent et 1 de bronze) et huit places en championnats du monde à Doha.

Ils devancent l'Algérie, tenante du titre, (7 médailles: 4 d'or, 2 d'argent et 1 de bronze) et cinq qualifiés pour les Mondiaux. La troisième place revient à l'Egypte, qui a décroché quatre médailles (1 d'or et 3 d'argent) et compte trois mondialistes.

La Tunisie, vice-championne d'Afrique en titre termine 4è avec cinq médailles (1 d'argent et quatre de bronze), en plus de trois qualifiés pour les Mondiaux (75kg, 52kg, 56kg).

Dans une déclaration à la MAP, le président de la Confédération africaine de boxe (AFBC), le Togolais Kelamy Bayor a salué les efforts de la Fédération royale marocaine de boxe (FRMB) pour l'organisation de ces Championnats d'Afrique à Casablanca, qui a déjà abrité plusieurs grandes manifestations, dont les assemblées ordinaire et extraordinaire de l'AFBC en 2006 et 2008, ainsi que les 9-èmes

Championnats d'Afrique en 2002 et 2012.

M. Bayor, également vice-président de l'Association internationale de boxe (AIBA), s'est dit satisfait du niveau atteint par le noble art en Afrique, observant que toutes les conditions ont été assurées pour le bon déroulement de cet événement, qui a été à la hauteur des attentes de l'AFBC et l'AIBA et a démontré que le Maroc est en mesure d'abriter des compétitions de grande envergure.

"*C'est un grand honneur de voir un tournoi de cette stature réunissant les meilleurs pugilistes du continent se passer dans de si bonnes conditions et tenir tête aux événements internationaux, grâce à son organisation de haut niveau*", a-t-il souligné, affirmant que "*les échos sont favorables parmi les délégations présentes, qui retiendront de cette participation de bons souvenirs de l'hospitalité et l'accueil chaleureux qui leur ont été réservés*".

Il a, en outre, souligné que le niveau technique depuis le début du tournoi était bon, relevant que la compétition a été plus rude à partir des demi-finales du fait que la majorité des boxeurs en lice visaient la qualification aux Mondiaux-2015.

Le prochain rendez-vous pour les boxeurs africains après les Mondiaux au Qatar sera le tournoi préolympique en mars 2016.

ATHLETISME/ CHAMPIONNATS DU MONDE

Champion du monde du 100m à Pékin, Usain Bolt évoque sa "victoire la plus difficile"

Malgré une saison tronquée par les blessures, le Jamaïcain a dominé en un centième de seconde Justin Gatlin et conservé sa couronne sur 100 m, samedi, aux championnats du monde d'athlétisme qui se déroule en Chine.

Après une première partie de saison compliquée, aviez-vous des doutes avant cette finale?

Si tu commences à avoir des doutes, tu as déjà perdu la course. Je n'ai jamais douté, je connais mes capacités. Tout ce que j'ai à faire, c'est construire une bonne course. C'est ce que j'ai fait.

Garder votre couronne fait-il de cette victoire la plus belle ou la plus dure?

Je pense clairement que c'était ma victoire la plus difficile. J'ai eu des problèmes cette saison, Justin courait très vite en plus, je savais que ce ne serait pas facile. C'était un championnat et j'ai appris au fil des années qu'en championnat, Justin Gatlin se montre. Je savais qu'il fallait que je fasse une grande course, je suis fier de moi.

Gatlin a trébuché dans les cinq derniers mètres. L'avez-vous vu et comment avez-vous géré la fin de course?

Oui, je l'ai vu, je ne sais pas pourquoi, mais je regarde toujours à côté de moi. Au bout de 80 mètres, je l'ai vu, et j'ai repensé à ce que mon coach m'avait dit, que je devais courir les cent mètres pour gagner la course. Je l'ai vu trébucher, mais ça aurait pu l'aider pour finir, donc je me suis concentré pour me plier au bon moment.

Comment voyez-vous le 200 m désormais, dont les séries commencent mardi (Aujourd'hui)?

Je n'attends pas moins de compétition, Justin (Gatlin) a été très fort toute la saison sur cette distance, donc je ne m'attends à ce qu'il prenne le départ sans tout donner. J'ai hâte d'y être, c'est ma distance préférée, c'est quelque chose que je voulais plus que le 100 m, donc je vais y aller et donner mon maximum." ***Source : lequipe.fr***

L'OM connaît le prix à payer pour une de ses cibles estivales

L'Olympique de Marseille serait toujours intéressé par le profil polyvalent de Franck Acheampong. Anderlecht a fait savoir combien il voulait pour son international ghanéen. La démonstration de force face à Troyes (6-0, 3e journée de Ligue 1) ce dimanche a rassuré, mais l'Olympique de Marseille a encore du pain sur la planche dans la dernière ligne droite du mercato. Vincent Labrune l'a encore annoncé au micro de Canal +, il va y avoir du mouvement. " *Maintenant, on va avoir une dernière semaine de mercato qui va être mouvementée. (...) On va recruter à plusieurs postes, il y aura du mouvement et surtout des arrivées*", a-t-il expliqué.

Franck Acheampong (21 ans) pourrait être l'une de ces arrivées. Déjà annoncé dans le viseur marseillais par La Dernière Heure, l'international ghanéen (7 sélections, 1 but) intéresserait toujours le club phocéen, à en croire le quotidien belge Het Niewsblad. Mieux, le RSC Anderlecht aurait déjà fait savoir combien il attendait pour lâcher son polyvalent Black Star. Les Mauves réclameraient ainsi 3 M€ pour transférer le joueur, sous contrat jusqu'en juin 2019.

L'OM est donc prévenu. Sera-t-il disposé à délier à ce point les cordons de sa bourse alors qu'il cherche également un défenseur central, un milieu et un attaquant ? Rien n'est moins sûr. Toujours est-il que Franck Acheampong peut rendre des services à plusieurs postes, défensifs et offensifs sur les ailes (alors qu'une doublure à Benjamin Mendy est notamment recherchée).

L'emblème officiel et la date d'ouverture de la billetterie dévoilés

L'emblème officiel de la Coupe du Monde des Clubs de la FIFA, Japon 2015 a été dévoilé, lundi 24 août, au siège de la Fédération japonaise de football, par son président, Kuniya Daini, également responsable du Comité organisateur local. "*C'est la septième fois que le Japon a la chance d'accueillir ce tournoi d'envergure et nous sommes très heureux de voir l'engouement et l'enthousiasme que cette édition de la Coupe du Monde des Clubs suscite dans notre pays*", a déclaré Daini. "*C'est un honneur de pouvoir dévoiler l'emblème reflétant la beauté unique du Japon et son sens de l'hospitalité, des composantes essentielles à la réussite du tournoi.*"

L'emblème officiel met en avant les atouts du Japon en utilisant comme toile de fond la forme caractéristique du trophée de la Coupe du Monde des Clubs. Symbole incontournable du pays organisateur, le majestueux Mont Fuji figure en plein centre du dessin. Inspirée par la calligraphie traditionnelle shodo, la silhouette du globe situé dans sa partie supérieure reprend avec force plusieurs traits caractéristiques évoquant le soleil, mais aussi l'hospitalité et la solidarité, deux valeurs chères aux Japonais.

La prévente Visa pour la Coupe du Monde des Clubs de la FIFA, Japon 2015 débutera à 12h00 (heure locale) le samedi 29 août sur FIFA.com. Cette période de prévente est exclusivement réservée aux détenteurs d'une carte Visa et seulement disponible en ligne. La prévente Visa s'achèvera à 23h59 le dimanche 6 septembre, avant l'ouverture de la billetterie générale le 13 septembre.

PSG : le Real Madrid plus gourmand que prévu pour Coentrão ?

Priorité du Paris Saint-Germain, le latéral portugais Fabio Coentrão est attendu dans la capitale hexagonale ces prochains jours. Reste maintenant à savoir si cela sera sous forme de prêt ou d'un transfert sec.

Rembarré par l'AS Monaco dans le dossier Kurzawa, le Paris Saint-Germain mise désormais tout sur le défenseur du Real Madrid, Fabio Coentrão (27 ans). Remplaçant de luxe sur le banc du Bernabeu, l'international lusitanien n'a cessé de voir son temps de jeu fondre comme la neige au soleil ces dernières saisons. Si son départ vers la capitale hexagonale semble aujourd'hui bien embarqué, reste maintenant à savoir sous quelle forme l'affaire se conclura.

En effet, si les bonnes relations entre Paris, le Real et l'agent du joueur Jorge Mendes sont un atout non négligeable pour finaliser le dossier assez rapidement, Marca ne partage pas le même avis que la presse française sur les modalités de l'opération. Alors que Le Parisien annonçait qu'un prêt était la formule privilégiée, le journal espagnol indique pour sa part que la Casa Blanca réclamerait un chèque pour laisser filer son joueur.

Ainsi, pour racheter les quatre années de contrat qu'il reste au Lusitanien, le triple champion de France en titre devrait débourser au moins 15 M€. Une somme inférieure aux attentes de Monaco pour Kurzawa et pas si excessive pour un défenseur possédant une expérience internationale. Info ou intox ? Marca ajoute que le Real Madrid se contenterait d'une vente et qu'aucun remplaçant ne serait recruté en cas de départ du Portugais.

En difficultés pour rassembler 20 millions de dollars

La FAO s'inquiète de la grippe aviaire en Afrique de l'ouest, le Togo et le Bénin cernés

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a indiqué qu'elle essayait désespérément de réunir 20 millions de dollars, autour de 10 milliards de francs Cfa, pour lutter contre l'épidémie de grippe aviaire qui sévit actuellement dans l'ouest africain. Selon Eran Raizman qui dirige le système de prévention d'urgence pour la santé animale au sein de l'organisme, il est impératif de limiter le mal avant qu'il ne prenne une ampleur endémique. "Il s'agit d'une somme relativement peu élevée pour régler une situation sérieuse", a-t-il confié à Bloomberg, avant de poursuivre : "Nous sommes à un moment particulièrement propice pour stopper cette épidémie, vu qu'elle n'est pas encore entrée en phase endémique dans aucun des pays concernés. Nous craignons cependant de nous rapprocher de cette phase dans certains pays".

Le mal qui dure depuis bientôt six mois a touché cinq pays de la région à savoir le Nigéria, le Burkina Faso, le Niger, le Ghana et la Côte d'Ivoire. Cernés de toutes parts, le Bénin et le Togo, eux, sont encore épargnés. Depuis le début de l'épidémie, 1,6 million de volatiles ont été touchés.

Sans des interventions opportunes pour endiguer les foyers de grippe aviaire hautement virulente H5N1 à travers l'Afrique de l'ouest, les craintes augmentent de voir la maladie se répandre inexorablement dans cette région et au-delà, met en garde aujourd'hui la FAO. La première incursion du virus H5N1 en Afrique de l'ouest s'est produite en 2006, mais la maladie a été éliminée en 2008. A la fin de 2014, le virus a été réintroduit au Nigéria, où il se répandit rapidement dans les trois mois qui suivirent. A ce jour, plus de 1,6 million de volailles ont été abattues ou sont mortes des suites du virus.

Les missions d'évaluation - menées en collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), l'Union africaine et, dans certains cas, la Banque mondiale - au Bénin, au Cameroun, au Mali et au Togo n'ont pas identifié de cas de H5N1 chez les volailles, mais ces pays et d'autres pays de la sous-région doivent veiller à ce que les mesures de prévention et de préparation soient bien mises en place.

"Sur la base de nos connaissances, il y a un risque réel de propagation du virus. Une action urgente est nécessaire pour renforcer les systèmes d'enquête et de rapports vétérinaires dans la région et lutter contre la maladie à ses racines, avant qu'il n'y ait un débordement chez les humains", a déclaré Juan Lubroth, chef de la Division santé animale à la FAO.

L'appel de la FAO pour 20 millions de dollars pour la prévention et la réponse prévoit à la fois de renforcer les systèmes vétérinaires défaillants, d'améliorer les capacités des laboratoires locaux et de dépêcher sur le terrain des experts de la FAO dans les pays touchés ou à risque.

Dans les pays qui ont connu des épizooties de grippe aviaire, les interventions comprennent la destruction des volailles infectées ou exposées au virus, la désinfection des locaux et des marchés et l'élimination sécuritaire des volailles décédées. En attendant, les agents vétérinaires sont encouragés à utiliser les techniques de base comme le traçage en amont qui se penche sur les lieux où les animaux infectés ont été vendus ou déplacés, et le traçage en aval qui consiste à examiner les endroits où les animaux infectés ont été achetés ou les lieux d'origine. Il s'agit, en somme, de remonter aux sources du mal dans le but ultime de mettre fin aux réapparitions successives du virus et à sa propagation.

La production de volailles a augmenté de façon constante en Afrique de l'ouest au cours des dix dernières années, avec certains pays, comme la Côte d'Ivoire, qui ont vu leur production grimper en flèche (plus de 60 pour cent depuis 2006). Mais les systèmes de réglementation n'ont pas évolué pour faire face efficacement à cette augmentation de la production et il y a un besoin urgent de rendre les filières du marché plus sûres - de la production au vendeur en passant par le transporteur. Au niveau régional, la chaîne de valeur s'effectue notamment à travers les frontières, ce qui nécessite des contrôles douaniers plus stricts et une plus grande conformité avec les normes de sécurité.

Sur les 15 prochaines années, selon la Banque mondiale

Il faudra créer 600 millions d'emplois pour occuper la jeunesse

**** Les jeunes gens ont trois fois plus de risques d'être au chômage que les adultes.***

Jamais auparavant, il n'y a eu autant de jeunes exclus du travail, des études ou de la formation. Faute de débouchés, nombreux sont ceux qui, découragés, renoncent à chercher un emploi. Le décalage entre le nombre de postes disponibles et le nombre de jeunes entrant sur le marché du travail est colossal. Dans les 15 prochaines années, il faudra créer au total 600 millions d'emplois pour occuper cette jeunesse, indique la Banque mondiale.

Les objectifs de développement durable, en cours de définition, confirment que les pays auront tout à gagner d'une main-d'œuvre en bonne santé et correctement instruite, dotée des connaissances pratiques et théoriques indispensables pour un travail productif et épanouissant, et de la participation de tous à la société. Mais pour relever cet immense défi, les gouvernements doivent savoir quelles sont les solutions à l'efficacité avérée pour aider les jeunes à accéder à un travail productif. La situation est plus grave dans les pays en développement, où quelque 75 millions de jeunes sont actuellement sans emploi. Les jeunes gens ont trois fois plus de risques d'être au chômage que les adultes, sachant que des centaines de millions d'autres sont aussi sous-employés.

Face à une situation aussi délicate, Plan International est néanmoins convaincu qu'à condition de consentir les investissements requis, il est possible de mobiliser la créativité et l'énergie de la jeunesse actuelle pour composer une main-d'œuvre productive dont les efforts entraîneront des gains économiques pour la société tout entière — produisant ce fameux «*dividende démographique*».

Ces dernières années, de nombreuses organisations ont mis en place, avec le soutien de donateurs, des programmes qui aident des jeunes gens à accéder à l'emploi ou à l'auto-emploi. Ces programmes ont sans aucun doute amélioré le quotidien de leurs bénéficiaires — mais ils ne sont pas suffisamment vastes pour induire une transformation globale. Certains estiment que les donateurs devraient investir dans l'élargissement de ces initiatives. Le Groupe indépendant d'évaluation de la Banque mondiale note dans son examen que les données probantes sur l'efficacité des programmes de soutien aux jeunes gens pour accéder à un travail décent sont insuffisantes et prône une approche stratégique : un travail intersectoriel et des évaluations et des recherches rigoureuses dans le but de réunir davantage d'éléments.

Conscient que l'investissement dans l'emploi des jeunes est crucial pour mettre fin à la pauvreté et promouvoir une prospérité partagée, le Groupe de la Banque mondiale s'est associé à Accenture, Plan International et d'autres organisations pour constituer une alliance mondiale dans ce but, l'Initiative Solutions pour l'emploi des jeunes (S4YE), qui a vu le jour en octobre 2014. Une première stratégie de cinq ans a été conçue avec les contributions des pouvoirs publics, d'organisations internationales, de fondations, d'organisations de la société civile et du secteur privé. Deux autres suivront, sur une période globale de 15 ans. Ce premier plan fait preuve d'ambition, puisqu'il prévoit de soutenir l'emploi et le travail productif pour 150 millions de jeunes à l'horizon 2030.

Le principe de base consiste à privilégier les investissements dans des solutions efficaces et durables, en réunissant différents acteurs et en tirant les leçons des initiatives réussies de lutte contre le chômage des jeunes. L'alliance mettra l'accent sur les régions où l'emploi des jeunes, l'insertion des plus vulnérables et l'égalité hommes-femmes dans le travail productif sont des défis particulièrement pressants.

Le programme de recherche associé à l'initiative vise à mieux comprendre les attentes des employeurs en termes de profils et de compétences, le rôle des technologies dans l'évolution des marchés du travail et de la main-d'œuvre et les solutions prometteuses pour favoriser l'esprit d'entreprise, le travail indépendant et des emplois de qualité.

La nouvelle stratégie S4YE propose de relever le défi de l'emploi des jeunes, caractéristique de ce 21e siècle, en mettant en commun toutes les forces disponibles et en s'engageant à améliorer l'intégration des jeunes dans le monde du travail à travers des mesures tangibles et quantifiables.

Sous le signe du développement du continent post-2015

Berlin abrite le 15è Forum économique international sur l'Afrique

Selon les prévisions, la croissance du produit intérieur brut (PIB) de l'Afrique devrait se renforcer autour de 4,5% en 2015 et 5% en 2016, après une expansion plus modérée en 2013 (3,5%) et 2014 (3,9%). Parallèlement à ces perspectives de croissance solide, les discussions mondiales et panafricaines fournissent au continent une opportunité sans précédent de tracer un programme de croissance plus inclusif et durable pour la région. Dans le long terme, les enjeux sont élevés: la transformation des économies africaines, l'éradication de la pauvreté, la préservation de l'environnement et le bien-être et la prospérité de ses populations.

C'est dans ce contexte que se tient, le 9 septembre prochain à Berlin, en Allemagne, le 15ème Forum économique international sur l'Afrique. Le Forum Afrique est un espace de rencontre et de dialogue ouvert chaque année par l'OCDE - l'Organisation de coopération et de développement économique - aux gouvernements et institutions africains et à leurs partenaires. Représentants du secteur privé, chercheurs et société civile y débattent avec eux des performances des économies africaines et des défis auxquels elles sont confrontées. Organisé par le Centre de développement de l'OCDE et le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement, en collaboration avec le ministère fédéral allemand des Affaires étrangères et en partenariat avec la Commission de l'Union Africaine, l'édition 2015 mettra l'accent sur le programme de développement de l'Afrique au-delà de 2015. Elle le fera à la lumière des débats sur les objectifs de développement durable et le financement du développement, l'impact de la future évolution démographique du continent sur sa transformation économique, et les réponses politiques au changement climatique

D'après l'agenda, y sont attendus à titre d'intervenants, Daniel Kablan Duncа, le Premier ministre ivoirien, Angel Gurria, secrétaire général de l'OCDE, l'ancien président allemand Horst Köhler, John Dramani Mahama du Ghana, Carlos Lopes, secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, ou encore Nkosazana Dlamini Zuma, la présidente de la Commission de l'Union africaine.

Les débats bénéficieront des conclusions du rapport des Perspectives économiques en Afrique 2015, produit conjointement par le Centre de développement de l'OCDE, la Banque africaine de développement (BAD) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

A la COP 21 à Paris

L'Afrique Centrale soumettra un document consensuel pour le climat

Conscients des méfaits de la division, les dirigeants de l'Afrique centrale ont senti la nécessité de s'unir la main dans main afin de soumettre ses positions et propositions communes pour le climat lors de la conférence mondiale sur le climat qui se tiendra en décembre à Paris. Des Ong et parlementaires de la région ont adopté des positions et propositions communes à soumettre lors de la rencontre. Ils attendent notamment que les pays du Nord, principaux contributeurs au réchauffement climatique, prennent leurs responsabilités, rapporte VivAfrik.com..

Dans une déclaration rendue publique par Radio France internationale), le professeur Anaclet Bissielo, président du forum de Libreville explique : "premier acquis de ce forum : une Afrique, une voix, une position. La déclaration met l'accent sur la responsabilité des Etats du Nord dans les évolutions climatiques qui nous menacent aujourd'hui. Elle revient aussi sur le fait que ces risques climatiques pèsent davantage sur le continent africain et sur les populations pauvres. En conséquence, est posé le problème de la péréquation, le niveau de contribution selon que l'on est principal pollueur ou grand pollueur". Le député tchadien, Adoum Moustafa Brahimin se déclare à son tour ravi du plaidoyer en faveur du lac Tchad. "Si cette déclaration est appliquée, cela nous donne l'espoir et cela donne l'espoir à toute la population africaine".

Les conclusions de Libreville seront remises au chef de l'Etat gabonais, Ali Bongo, qui la soumettra à Paris en sa qualité de président en exercice de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (Ceeac). C'est un document de six pages que la société civile et les parlementaires des pays d'Afrique centrale ont élaboré à l'attention des dirigeants de la planète. Il est un condensé des propositions et suggestions, des mesures urgentes à prendre pour réduire le réchauffement de la planète.

Avec la stratégie de responsabilisation des collectivités locales de PLAN

Deux cantons du Moyen-Mono reconnus les plus performants

Pour encourager le processus de décentralisation au Togo, l'ONG internationale Plan prime les cantons les plus performants qui ont au cours de l'année bien géré le budget qui leur ont été alloué pour l'exécution de leur projet de développement communautaire. C'est dans cette optique que Katomé et Saligbé, deux cantons de la préfecture du Moyen-Mono ont reçu respectivement des chèques de deux millions et d'un million de FCFA le 21 août 2015.

Etonam Sossou

L'approche participative est aujourd'hui une condition sine qua non pour le développement à la base. Le gouvernement a décidé depuis quelques années de considérer les initiatives locales au niveau des communautés comme moteur du développement économique. Venant en aide au gouvernement togolais dans la mise en œuvre de ses politiques de décentralisation et de développement à la base, Plan Togo s'est résolument engagé dans une dynamique de responsabilisation et de renforcement institutionnel des collectivités locales et des organisations de la société civile. Ainsi, après un processus d'évaluation annuelle qui a été mené dans chaque préfecture par les cantons avec les services techniques de l'Etat, les autorités préfectorales, et Plan Togo, les cantons de Katomé et Saligbé ont été reconnus cantons les plus performants dans la gestion et la mise en œuvre des projets de développement soutenus par Plan Togo au titre de l'année fiscale 2015. Le Représentant Résident de Plan, Mohamed BAH a précisé que «*cette somme servira à mettre en œuvre des projets de développement en matière de protection et de participation de l'enfant, en prenant en compte les besoins des plus vulnérables, notamment les enfants et particulièrement les filles, et les handicapés* ». Avant d'affirmer qu'« *à travers le processus de gestion communautaire des projets, les communautés identifient elles mêmes les projets, les mettent en œuvre et les évaluent* ». Pour cela, il a cette année fiscale 2015, mis à la disposition des cantons partenaires des budgets pour appuyer l'élaboration et la réalisation des plans d'action cantonaux et villageois. Ceci en vue de promouvoir la responsabilisation communautaire croissante dans la planification, la gestion et la mise en œuvre des projets.

En amont, une politique opérationnelle a été élaborée pour harmoniser la compréhension des différents acteurs clés et assurer une meilleure coordination des actions entre les communautés, les services étatiques et Plan Togo. Laquelle politique prévoit notamment les évaluations périodiques et annuelles sur la base de critères définis tels que la gestion du projet, la transparence, l'efficience, le respect des délais, le niveau de participation communautaire, la gestion des ressources humaines et la production de communications de parrainage afin de maintenir le contact entre le parrain et l'enfant parrainé. L'évaluation prend également en compte si le canton a accompli des actions importantes de développement qui n'étaient pas initialement prévues, afin de mesurer l'engagement du canton en faveur des initiatives locales de développement.

Pour Mme Victoire Tomégah-Dogbé, ministre du développement à la base, de l'artisanat, de la jeunesse, et de l'emploi des jeunes, le gouvernement togolais place au centre de ses actions le développement local. Et, poursuit-elle, «*l'honneur qui revient à ces deux cantons est avant tout la concrétisation d'une manière d'appréhender le développement local, fondé sur la certitude que les communautés sont capables de lever elles mêmes les freins à leur prospérité* ». Elle a par ailleurs invité les populations à souscrire aux différents programmes mis en place par le gouvernement pour lutter contre la pauvreté afin d'asseoir des bases d'un développement durable dans les communautés, en occurrence le Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI) et ses produit Accès des Pauvres au Service Financier (APSEF), AGRISEF et AJISEF.

Une plateforme multifonctionnelle et un bâtiment scolaire ont été respectivement visités à Katomé et à Tado par Mme Victoire Tomégah-Dogbé, les responsables de Plan ainsi que d'autres personnalités.

En rappel, Plan et le ministère du développement à la base, de l'artisanat, de la jeunesse, et de l'emploi des jeunes ont signé le 30 avril 2014 une charte de concertation en vue de mutualiser leurs efforts pour développer des actions conjointes. Ce cadre vise également à renforcer les synergies en matière de stratégie et programme pour améliorer les conditions de vie des populations à la base.

Démographie et éducation

Fixer le nombre d'enfants par rapport aux revenus

Par manque de sens des responsabilités, par ignorance, par tradition ou par crainte d'en perdre, certaines familles ont une nombreuse progéniture qu'elles ont bien du mal à nourrir et à scolariser. Mais peu à peu la mentalité évolue et certains couples adaptent le nombre d'enfants à leurs revenus.

Marié à deux femmes, D.M est père de 14 enfants à Avètè, une vingtaine de kilomètres d'Atakpamé. Pour lui ce n'est pas un problème : «Contrairement aux Occidentaux, nous autres Africains, avons besoin d'avoir plus d'enfants, d'abord parce qu'avec les problèmes de nos familles, certains peuvent mourir durant leur croissance». Et de poursuivre : «si eux n'ont plus de terres où habiter, ni d'espaces verts où faire des champs, chez nous il y a des terres en quête d'occupants. Toute cette verdure derrière nos maisons, dans nos forêts est comestible», tranche-t-il d'un ton moqueur. Pour ses enfants, cette famille très nombreuse est, en revanche, un gros problème : tous ne sont pas scolarisés. Seuls quelques uns de sa première femme fréquentent l'école grâce aux efforts de leur mère. Trois de sa seconde femme sont accusés de sorcellerie dont deux ont trouvé refuge dans une église de la place en attendant d'y être délivrés. L'aîné de sa deuxième femme, âgé d'environ 14 ans, vit depuis plus de deux ans dans la rue… et menacerait même de tuer son père dont il dit qu'il est «incapable de nous élever comme le font d'autres parents responsables».

Les enfants sont une richesse…

«Les enfants sont notre richesse, il faut en avoir beaucoup», continue pourtant à dire beaucoup de gens comme cette femme. Son désir d'une progéniture nombreuse est tel qu'elle maudit tous «ceux qui avortent ou limitent les naissances». Position confortée par un pasteur qui dit à l'attention de toute l'assistance que «Dieu qui donne des enfants pourvoit également aux moyens pour les élever… ». Un prêche qui réjouit cette femmes qui, quatorze mois après la naissance de son deuxième enfant, vient d'en avoir un autre.

Une position confortée par les situations difficiles que rencontrent certains. Comme Rosi, veuve, la quarantaine révolue assise sur une natte dans un coin de son salon, le dos contre le mur entourée de ses proches et amis, le corps et le visage couverts de poussière, inconsolable d'avoir perdu son fils, le seul qui lui restait sur les trois qu'elle a eus, mort à l'âge de 13 ans après 48 heures de fièvre. Aux hommes de Dieu qui cherchent à la consoler, elle répète invariablement : «Si Dieu existait, il aurait eu pitié de la veuve que je suis et n'aurait pas permis que l'unique fils qui me restait meurt et me laisse telle une femme qui n'a jamais eu d'enfants ! ». Rosi a en effet vu ses deux filles mourir, l'une dans un accident de circulation, l'autre des suites d'une diarrhée.

Moins un ménage a d'enfants, mieux ils sont élevés

Malgré tout, certains couples ont pris conscience qu'il vaut mieux limiter les naissances pour que leurs enfants vivent bien. Kossi G. est enseignant du primaire. Marié depuis onze ans, il est père d'une fille de cinq ans et ne désire pas en avoir d'autres tant que ses conditions sociales n'ont pas changé. «J'ai un salaire mensuel de 50.000Fcfa et une prime de 15.000Fcfa. Ma femme ramène elle aussi plus ou moins 40.000Fcfa de son travail. L'ensemble ne nous permet pas d'avoir trop de charges», affirme-t-il. L'important pour lui n'est pas d'avoir beaucoup d'enfants qu'il abandonnera par la suite, mais d'en avoir un qu'il sait scolariser, nourrir, bref, élever dans la dignité.

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°346 DE LOTO KADOO DU 07 AOÜT 2015

La LONATO a procédé ce vendredi 14 Août 2015, au **347è tirage** hebdomadaire de **LOTO KADOO**.

Lors du précedent tirage ce sont essentiellement des lots de intermédiaires, c'est-à-dire des lots de moins de 500.000F CFA qui ont été remportés dans la plupart des villes du pays.

Néanmoins, **les points de vente 10122 et 2210** basés respectivement à **DAPAONG**, et **NOTSE** ont enregistré **chacun un lot de 500.000F CFA**.

La ville de **LOME** n'est pas en reste, avec **un lot de 750.000F CFA, un gros lot de 1.200.000F CFA et un autre de 1.250.000F CFA** recensés auprès **des opérateurs 60045, 50336 et 60300.**

Tentez toujours votre chance! Continuez à achater avec 200F CFA les tickets de la Tranche Commune Entente 2015 pour gagner les gros lots allant de **500.000F CFA à 2.500.000F CFA** qui vous attendent toujours.

La remise des lots à LOME se fera au siège de la LONATO et à l'intérieur du pays dans les Agences Régionales.

AVEC LOTO KADOO, TOUS LES VENDREDIS, UNE AUTRE FAÇON DE DEVENIR RICHE! BONNE CHANCE A TOUS !!!

LOTO KADOO

Résultats du tirage N°347 de Loto Kadoo du Vendredi 14 Août 2015

Numéro de base

07	26	79	80	04

TOGO CELLULAIRE

1998-2015
17 ans
Des surprises pour toutes les vacances

Du 1er Juillet Au 31 Août

+

Pack modem 3G
15 000 F

+

Kit 3G
FORFAIT 1Go
5 000 F

BLACKBERRY GEMINI 8520
70 000 F

BLACKBERRY JAVELIN 8900
100 000 F

TOGOCEL LE LEADER

service client:888 www.facebook.com/Togocellulaire www.twitter.com/togocel www.togocel.tg certifiée ISO 9001:2008